

Les atavismes du mépris

Les dessous du printemps étudiant. La relation trouble des québécois à l'histoire, à l'éducation et au territoire, de Gérard Beaudet, Éditions Nota bene, 188 p.

Pierre Popovic

Number 244, Spring 2013

Le savoir capital

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/69380ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (print)

1923-3213 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Popovic, P. (2013). Les atavismes du mépris / *Les dessous du printemps étudiant. La relation trouble des québécois à l'histoire, à l'éducation et au territoire*, de Gérard Beaudet, Éditions Nota bene, 188 p. *Spirale*, (244), 33–36.

Les atavismes du mépris

PAR PIERRE POPOVIC

LES DESSOUS DU PRINTEMPS ÉTUDIANT. LA RELATION TROUBLE DES QUÉBÉCOIS
À L'HISTOIRE, À L'ÉDUCATION ET AU TERRITOIRE

de Gérard Beudet

Éditions Nota bene, 188 p.

C'est avec une étonnante soudaineté que la révolte étudiante et le mouvement plus large qu'elle entraîna suscitérent durant le printemps 2012 une logorrhée de commentaires méprisants, jour après jour dispensés par des idéologues conservateurs et néolibéraux fort prévisibles ou lancés à tout vent par nombre de publicistes et de médias populistes. Force est de le constater : sur le fond des choses, les autoproclamés « lucides » et les hargneux radio-phoniques stipendiés sont en général d'accord, quand même bien ceux-ci usent du terme bas (« *fuckés d'entraînement* ») et ceux-là de l'étiquetage hautain (« *bobos gâtés* »). C'est du constat de ce dédain très épandu que part Gérard Beudet dans *Les dessous du printemps étudiant* et il le relie à une observation qui ne va pas pour lui sans déception ni relative amertume. Il note en effet que les déverseurs d'anathèmes les plus violents sont pour une bonne part des gens de sa génération (entre 50 et 60 ans), c'est-à-dire les personnes qui ont le plus bénéficié des politiques éducatives mises sur pied à la suite des projets réformateurs conçus au moment de la « Révolution tranquille ». Urbaniste, professeur, intellectuel engagé dans la cité, Gérard Beudet n'a pas manqué de participer aux manifestations du printemps dernier, à la fois impressionné et motivé par la façon dont ses étudiants en urbanisme utilisaient leur savoir et leur imagination pour donner du sens au moment politique qu'ils étaient en train de vivre, mais il s'est aussi efforcé de prendre du recul pour écrire afin de comprendre la raison de la violence du rejet des revendications de la jeunesse par une partie de ses aînés.

AUX ORIGINES D'UN REJET

L'essai qui en a résulté part de la bonne idée qu'il est toujours illusoire de vouloir expliquer un phénomène social ou politique par le caractère splendide ou médiocre des acteurs. Que Jean-Marc Fournier et André Pratte n'auront jamais l'élévation de pensée de René Lévesque et André Laurendeau, c'est un fait, mais il reste anecdotique et n'explique ni l'étendue du rejet précité, ni sa spontanéité, ni son ardeur virulente. La force et l'ampleur du dédain indiquent à elles seules qu'il relève d'une cause autrement complexe

et plus profonde. Il ne faut d'ailleurs pas omettre que la condescendance haineuse et les étiquettes salaudes dont les étudiants, les enseignants, les universitaires, et par amalgame tous ceux qui montrèrent leur désaccord, ont été la cible, furent pour beaucoup dans l'adoption de mesures, de règlements et d'une loi liberticides par diverses institutions et par le précédent gouvernement québécois, lesquels se sentirent confortés par cette tendance à honnir. Il n'est pas anodin que ces dispositions — particulièrement la loi 12 en quoi un histrion ministériel vit sans rire un grand moment pour la liberté dans l'histoire du Québec — aient été l'objet d'un vif désaveu de la part de très nombreuses personnalités attachées à la défense des libertés et des droits citoyens un peu partout où elles ont été connues (Javier Zuniga d'Amnistie internationale, Navanethem Pillay, haute-commissaire aux droits de l'homme à l'ONU, pour ne citer que deux exemples). Le rejet susdit n'est donc pas un épiphénomène et il n'a rien d'inoffensif. C'est en enquêtant sur ces bases que Gérard Beudet en vient à trouver dans un rapport troublant à l'histoire, à l'éducation et au territoire les origines d'une hostilité dont il faut bien dire qu'elle exhibait par son insistance et sa démesure tous les indices d'une pathologie sociale.

Sur le plan historique, c'est à la lecture consacrée de la « Révolution tranquille » que l'essayiste s'en prend d'abord. Tant l'historiographie que la mémoire collective ont longtemps tenu et tiennent souvent encore cette *sogennante* « Révolution » pour une sorte d'adieu définitif à la pré/histoire du « Québec moderne ». Dite « tranquille », elle n'en aurait pas moins fait *table rase du passé*, happant au passage un fragment de *L'Internationale*, qui n'avait pourtant rien à voir dans cette galère, ou si peu. Non seulement cette représentation tablerasante voile un tas de choses, dont les tensions politiques internes du début des années soixante, mais elle occulte des tendances idéologiques lourdes, des habitudes de pensée et des réflexes comportementaux ancrés dans les pratiques qui ont été fabriqués en longue et moyenne durée par la collectivité et qui ont si bien traversé les ans qu'ils lestent encore le temps présent,

contrairement à ce que laissait entendre le décret d'obsolescence dont ils furent l'objet dans les années 1960 et ss. Beaudet perçoit dans cette fixation sur l'idée de rupture une « *relation trouble* » à l'histoire, faisant de celle-ci une succession de sauts abrupts et de brutaux *passages à autre chose*, au détriment d'une pensée compréhensive capable d'embrasser la durée et de mesurer le poids des reliefs d'hier dans la fabrication des apprêts d'aujourd'hui.

LA MARCHANDISATION DE L'ÉDUCATION

C'est dans cet esprit qu'il repense les réactions agressantes envers le printemps 2012, les mesurant à l'aune de l'histoire de l'éducation au Québec. Avec précision, il retrace les moments clefs d'une résistance biséculaire à l'instauration de l'école publique et de l'enseignement obligatoire, imputable d'une part à l'Église catholique et à ses chefs ultramontains (M^{gr} Bourget, M^{gr} Laflèche), d'autre part à une mentalité conservatrice dont Maurice Duplessis fut l'une des incarnations les plus spectaculaires et les plus persistantes. Habitées par la même méfiance, les querelles de clochers entre Montréal et Québec furent causes de bien des retards en matière de formation universitaire. Statistiquement, les résultats sont à peine montrables : « [...] en 1951, plus de 70% des quelque 8 800 écoles du Québec ne comptaient qu'une seule classe, [...] 60% étaient sans électricité, [...] 40% n'avaient pas de toilette intérieure. Sans oublier les salaires de misère payés aux institutrices ou les inspecteurs scolaires et les commissaires qui savaient à peine lire et écrire. » Tout cela est bien loin derrière, pensera-t-on. À ce détail près que, au moment même où sortent *Les dessous du printemps étudiant*, on apprend que 49% des Québécois âgés de 16 à 65 ans ont aujourd'hui de la difficulté à lire et que, parmi eux, 800 000 adultes sont analphabètes¹. Huit cent mille ! La moitié de l'île de Montréal, ou peu s'en faut !

Il y eut pourtant la commission Parent, dont le rapport fut rendu public en 1963 et 1964. Gérard Beaudet ne renie pas son importance, au contraire. Elle proposait la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans, une formation plus forte et cohérente pour les enseignants, la démocratisation de l'accès à l'université, les créations du ministère de l'Éducation et des cégeps. Elle était donc animée par l'ambition de faire de l'éducation à la fois un projet et un objectif concernant l'ensemble de la société québécoise, lui offrant *de facto* une perspective globale de maturation et d'émancipation. Or, en dépit d'un rattrapage certain², il appert que la portée collective, macrosociétale dudit rapport a été peu à peu abandonnée après un premier élan prometteur. Cette abdication tranquille ne peut s'expliquer que par les effets de la longue tradition d'intolérance et de défiance envers l'instruction, et d'un anti-intellectualisme qui n'est que leur prolongement. L'idée que l'accès à l'éducation, et *a fortiori* à l'éducation *supérieure*, n'est affaire que de parcours individuels, qu'il ne concerne pas la société dans son ensemble, voire qu'il peut être dangereux et cause d'injustice, squatte en longue durée l'imaginaire social québécois.

C'est sur ce terreau atavique que le mépris envers le printemps étudiant a pu germer, à telles enseignes que ses déverseurs n'ont eu aucune peine à se parer des vertus toujours éternelles du « *gros bon sens*³ », lesquelles sont aussi bien l'apanage du populisme de base que de la démagogie d'élite. « *Tout se passe*, écrit Beaudet, *comme si les citoyens ne considéraient pas retirer de bénéfices de la scolarisation de la jeunesse autrement que par individus interposés ou en dehors d'une relation de type clientéliste entre consommateurs et fournisseurs de services [...]*. » Ceci est bien vu. Le rejet méprisant des études et des choses de l'esprit, qui s'exprimait hier en termes religieux, moraux ou doctrinaires, a été progressivement recyclé et gentrifié au cours des vingt ou trente dernières années par une idéologie économiste, dont on notera qu'elle se dénie comme idéologie (ce qui est le propre de toute idéologie) en se présentant comme rationnelle et pragmatique.

De manière plus perspicace, il se comprend que cette mercantilisation générale des esprits⁴ issue de l'alliance du conservatisme et du néolibéralisme fait fond sur le rejet traditionnel de l'éducation. Elle trouve en lui son compost idéal, ses présupposés y germent comme une greffe sur sauvageon. L'incapacité à penser l'éducation en dehors de cheminements personnels est à la base de certaines « *demandes d'injonction* », lesquelles substituent « *le droit d'étudier* » de quelques-uns « *au droit à l'éducation* » qui concerne la collectivité globale. Aux anathèmes moralisateurs et caractériels d'hier — *ce sont des paresseux* — sont aisément bouturées des disqualifications « économiques » — *ce sont des profiteurs* —, ce qui ajoute l'opprobre au vice. Le pseudo-argument de la « *juste part* » est typique de ce mécanisme. Beaudet observe qu'il « *relève d'une conception marchande de l'éducation* », qui « *disqualifie d'emblée l'option de la gratuité* » pourtant adoptée dans plusieurs sociétés avancées, et qu'il suppose une conception de l'étudiant comme « *client/consommateur* » payant en frais de scolarité des bénéfices qu'il est supposé recevoir plus tard. Dans cette logique strictement comptable, seule la question du « *combien* » est agitée comme un mauvais grigri susceptible de concentrer tous les ressentiments, alors qu'il faudrait se demander comment ladite part juste serait allouée, « *pour qui [elle le serait], de quoi [elle proviendrait] et en vertu de quel principe [elle serait administrée]*. »

L'une des forces du livre de Gérard Beaudet est qu'il double cette mise en évidence des soubassements idéologiques du discours des conservateurs, néolibéraux, « lucides » et appariés d'une étude de l'histoire de l'aménagement du territoire et de l'organisation des villes au Québec. Le diagnostic est très comparable à ce qui s'est passé dans le domaine de l'éducation. Les projets globaux conçus dans les années soixante et soixante-dix (loi sur l'aménagement et l'urbanisme de Paul Gérin-Lajoie, réformes administratives du rapport La Haye) ont également été dévitalisés. Les initiatives individuelles les plus contradictoires se sont succédées, les seules critères de planification retenus n'ont jamais été qu'économiques, quitte à brader la qualité de l'établissement humain, le territoire n'a jamais été pensé

autrement que comme une réserve de ressources à exploiter illico sans souci autre que verbal du lendemain et du vivre ensemble. La succession des « plans nord », toujours publicisés comme si leurs V.R.P. venaient d'inventer l'eau chaude alors qu'ils recyclent indéfiniment le vieux mythe du nord et l'exploitation de « *notre butin* » (comme disait Duplessis), est la traduction récurrente de cette marchandisation du territoire qui fait du citoyen, comme ailleurs de l'étudiant, un client/consommateur. En éducation et en aménagement des villes et des lieux, la même dérive sociale, politique, culturelle est ainsi présente, et si elle l'est sur ces deux plans majeurs, il s'en déduit qu'elle occupe une place très importante, voire hégémonique dans la *semiosis sociale* québécoise, autrement dit : dans la façon de se représenter au Québec ce qu'est la société, ce qu'elle a été et ce qu'elle peut devenir.

FEU LA MISSION UNIVERSITAIRE

Que ce soit un intellectuel et un enseignant qui ait écrit *Les dessous du printemps étudiant* a en soi quelque chose de rassurant : au moins reste-t-il des voix pour s'élever contre la mercantilisation des esprits et ses conséquences. Gérard Beudet n'omet pas d'insister sur le fait que cette dernière n'a pas épargné les institutions d'enseignement, particulièrement les universités. S'il prend pour exemple l'Université de Montréal où il travaille, c'est par élégance, car il est évident que la doxa marchande gangrène aujourd'hui tout le réseau universitaire. Il est aisé d'accompagner et d'aggraver son diagnostic. Les étudiants sont appelés des clients et traités comme tels. Les représentations faisant la réalité, ils sont dès lors des consommateurs venus acheter un diplôme qui leur est dû, puisqu'ils ont payé pour. La gestion académique est de nature entrepreneuriale, axée sur la recherche de parts de marché, ledit marché étant celui des étudiants potentiels. Subventionnées en fonction du nombre d'étudiants inscrits, les universités sont en concurrence commerciale les unes avec les autres. Elles se battent à coup de publicités, elles cajolent des équipes de sport coûteuses mais télégéniques, elles accordent des doctorats *honoris causa* à des vedettes pop, elles communiquent en mode « relations publiques », elles sont sur facebook où elles cherchent des clients/amis, elles s'autocongratulent à tire-larigot, elles recrutent et recrutent et recrutent encore même quand elles ne recrutent plus. On note en passant que l'étudiant, dont il se dit partout qu'il est au centre des soucis de l'institution, est transformé en une sorte de monstre, puisqu'il est à la fois le client et la marchandise. Dans cette logique globale, les professeurs ne sont bons que s'ils sont « allés chercher » des capitaux (cela s'appelle « subventions », mais c'est du pareil au même). Les prises de décision répondent d'une logique de division du travail qui sépare de plus en plus les cadres (l'administration) et les employés (professeurs et personnel de soutien), les uns et les autres étant échelonnés selon un modèle hiérarchique vertical proche du percolateur : tout vient d'en haut, rien de la base. Etc. Etc. L'oxydoréduction de la question de l'enseignement universitaire à la seule quête infinie de « *ressources* » (financières), les demandes rectorales d'injonction et autres appels à l'entrée de la police durant le printemps 2012 et après, tout cela participe

de l'abandon « *du rôle premier de l'université, qui est de former, dans tous les domaines de la vie sociale, des citoyens, en leur donnant les outils pour réfléchir, agir, partager, enseigner, chercher, découvrir, etc. Or, dans le contexte d'aujourd'hui, l'université risque de plus en plus de devenir une méga école technique [...], dans laquelle on entre pour décrocher un permis de travail qui permettra, individuellement, de faire une carrière... payante.* » Jean-Paul L'Allier, qui signe ces mots dans sa « Préface », ajoute que « *l'université [doit au contraire être] au cœur de la cité pour chercher les meilleurs moyens de la bonifier, dans le respect des personnes, quel que soit leur statut économique ou social* ». Ces phrases, auxquelles je souscris pleinement, ne sont pas des considérations abstraites. L'asservissement économiste des communautés d'enseignement, à quelque niveau que ce soit, a les conséquences les plus concrètes et immédiates sur leur vie intellectuelle, sur les conditions d'exercice du métier d'enseignant, sur les conditions de formation des étudiants. Imprégné par une manière d'autoritarisme *soft*, tout le système est habité par un climat de peur larvaire (peur de ne pas y arriver, peur de ne pas obtenir une subvention et par suite une promotion, peur de parler, peur de ne pas pouvoir donner un cours s'il n'y a pas assez de clients qui ont réservé leur place, etc.). Les enseignants sont amenés à penser leur métier en termes comptables (quel est notre « taux de diplomation » ? [sic]). Si l'étudiant est un client, leur métier est-il celui d'un vendeur ? Satisfaire un client et former un étudiant sont deux choses très différentes, on peut m'en croire. Puisque c'est la quantité et la rentabilité qui priment, les étudiants se retrouvent dans de gros groupes, dont des plaisantins disent qu'ils ne nuisent aucunement à la formation. Ah non ? Dans un ou deux cours généraux d'introduction, passe encore, mais dès qu'il s'agit d'aborder des questions complexes, de faire en sorte que chacun puisse donner un exposé ou simplement poser une question, ne parlons même pas d'ouvrir une discussion, c'est une autre affaire.

En bref et en clair, la mission universitaire n'est plus au centre de la ville, et il serait urgent de l'y remettre.

Gérard Beudet propose pour y parvenir la tenue d'états généraux sur l'ensemble du projet éducatif organisés dans un esprit proche de celui qui présida à la mise en place de la Commission Parent et réunissant toutes les forces vives concernées. J'avoue un brin de pessimisme devant cette idée tant le Québec est friand jusqu'à l'indigestion volontaire de forums, de sommets, de commissions, de tables de concertation *e tutti quanti*, accouchant d'énormes rapports mais de toutes petites actions concrètes. Il est aussi à redouter que de tels états généraux soient asséchés soit par la recherche d'un consensus flasque, soit par un pluralisme de façade assujéti aux habituelles oppositions provinciales entre souverainistes durs et fédéralistes mous, entre Québec et Montréal, entre régions et non-régions (?), entre petites institutions et grosses boîtes, là où il faudrait se placer vraiment sur le terrain de la pensée réelle, là où il faudrait refonder une vision politique, sociale, philosophique de l'enseignement et ne pas reculer devant la contradiction majeure entre économisme et humanisme progressiste renouvelé (pour dire vite). Beudet est

conscient qu'il ne faut pas attendre de solution miracle de tels états généraux, d'autant que « [l]a marchandisation de l'éducation et la dérive des universités sont trop bien engagées pour croire que leurs chantres assisteront béatement à l'exercice ». Mais il estime à juste titre que les temps sont mûrs pour des discussions fortes et âcres s'il le faut. Dont acte, et je suis bien prêt à étouffer mon brin de pessimisme, mais le sommet sur l'enseignement supérieur qui s'annonce souligne pour le moins combien il sera important de bien poser le problème. À cet égard, *Les dessous du printemps étudiant* ont tout ce qu'il faut pour servir de rampe de lancement aux états généraux souhaités. Mais ils rejoignent aussi à mes yeux des impératifs pédagogiques immédiats. Il y a une leçon dans la façon même dont leur auteur a pensé le mépris réservé aux étudiants entre mars et septembre 2012. Ce à quoi il invite, c'est à sortir du présentisme idiot de ce début de siècle, c'est à produire et diffuser une critique incisive de l'économisme

hégémonique adossée à une ressaisie de l'histoire moderne du Québec, en prise autant sur les réalités actuelles des milieux enseignants, de la prématernelle jusqu'à l'université, que sur les aspirations légitimes de la jeunesse contemporaine quant aux conditions de sa formation et au projet de société qu'elle désire porter. †

1. Selon les résultats de l'*Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes* (EIACA) cités par la Fondation pour l'alphabétisation (cf. <http://www.fondationalphabetisation.org>).
2. Grâce à l'arrivée des femmes notamment, laquelle permet de donner le change au niveau des chiffres d'inscription sans que la situation globale se soit quant à elle améliorée (puisque l'augmentation du nombre d'inscrits devait être rapportée à un nombre de candidats potentiels bien plus élevé que dans le passé).
3. Nombre de chroniqueurs et chroniqueuses québécois ont fait et font carrière sur ce lieu commun.
4. On pourra lire sur ce sujet les propos d'une « entrevue » que j'ai faite avec Stéphane Baillargeon dans *Le Devoir* du 8 juillet 2011 sous le titre « Portrait de l'asservissement économiste » (accessible sur le site du *Devoir*).

L'Université des discours



PAR GEORGES LEROUX

LA PAROLE UNIVERSITAIRE

de Pierre Macherey

La fabrique, 343 p.

S'il est vrai que la réalité de l'université contemporaine se disloque sous nos yeux, il l'est déjà sans doute un peu moins de prévoir sa disparition. Comme toute institution, elle évolue et se transforme sous la pression de facteurs économiques et sociaux dont il est devenu courant de dénoncer les effets pernicieux. Quand on parle, par exemple, de marchandisation du savoir ou d'université corporative, les phénomènes qu'on tente de décrire sont à la fois évidents et trompeurs. Certaines dérives peuvent scandaliser, mais elles sont loin d'épuiser les mutations en cours. Seule une analyse rigoureuse des évolutions observées ces vingt dernières années nous permet d'accéder à une hypothèse sur la nature de la métamorphose. Plusieurs essais publiés durant cette période ont proposé une lecture critique, mais leur caractéristique générale est de demeurer très abstraits. On pense au très beau livre de Bill Readings (*The University in Ruins*, 1996), ou encore au recueil d'études de Michel Freitag (*Le naufrage de l'université*, 1995). Dans ces essais, la perspective centrale est celle d'une critique de la dérive commerciale de l'institution : par sa soumission aux lois de l'offre et de la demande,

l'université se transforme en mécanisme de formation d'une main-d'œuvre adaptée au marché et oublie sa mission critique du savoir. L'évolution de la recherche est l'objet de la même analyse dans plusieurs travaux récents, comme l'essai d'Andrée Lajoie (*Pour la recherche libre*, 2008), qui décrivent la transformation de la recherche fondamentale en entreprise subventionnée au service de corporations et de ministères.

Ce portrait est-il conforme aux faits ? L'université est devenue tentaculaire et personne ne peut y reconnaître la communauté de recherche qui présida à son origine au Moyen Âge, ou encore à son âge d'or dans l'Europe et l'Amérique du XIX^e siècle. Malgré que cette transformation affecte la plupart des fonctions de l'université, la critique qui s'exprime aujourd'hui demeure profondément ancrée dans la considération de cette origine idéalisée. Qu'est-ce qui permet de continuer à rassembler sous un même toit des disciplines qui sont les héritières directes des arts libéraux de l'université médiévale et des organisations complexes comme une école de commerce, une école de